QUAND LA FRANCE



S'EMBRASE

enquête sur le maintien de l'ordre

Un film de David Dufresne et Christophe Bouquet
Une production Yami 2 avec la participation de France 2

PRODUCTEUR
Christophe NICK

IMAGES
Jean-Robert VIALLET
Patrick GHIRINGHELLI

MUSIQUE
Bertrand TOTY

DIRECTRICE DES DOCUMENTAIRES ET MAGAZINES FRANCE 2
Patricia BOUTINARD ROUELLE

UNITÉ DOCUMENTAIRE FRANCE 2
Fabrice PUCHAULT

france 2

Photo DR

TV&Radio
Du lundi 15 octobre
au dimanche 21 octobre 2007

Les zones d'ombre des nuits de feu

Une enquête sur le maintien de l'ordre pendant les émeutes de 2005 évoque les rivalités au sommet de l'Etat

AVEC LES ÉMEUTES de l'automne 2005 et les violences commises en marge des manifestations contre le CPE au printemps 2006, la France a connu, en moins de six mois, deux crises majeures dans le maintien de l'ordre. Dans la plupart des démocraties occidentales, une situation aussi grave aurait débouché sur une ou plusieurs enquêtes officielles pour comprendre les motifs des violences, évaluer les réponses policières et décrypter le fonctionnement des pouvoirs publics. Pourtant bousculé, mis en difficulté, l'Etat français n'a procédé à aucune analyse publique de ces deux crises.

Illustré par des images d'archives et des vidéos d'amateurs, le documentaire de David Dufresne et Christophe Bouquet ne remplace évidemment pas le travail d'investigation qu'aurait pu effectuer une commission indépendante. Mais il livre une description précise et très intéressante des dysfonctionnements des autorités publiques. A commencer par le ministre de l'intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy, qui contribue à alimenter la colère des habitants par une série de déclarations intempestives : sur le contexte de la mort de Zyed et Bouna, à Clichy-sous-Bois ; sur l'origine de la grenade lacrymogène qui avait atterri à proximité d'une mosquée ; sur le caractère prétendument « organisé » des violences...



A Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), le 29 octobre 2005. Il avait fallu onze jours pour que Jacques Chirac intervienne à la télévision. AFP

Mais le reste de l'Etat a également failli : il a fallu onze jours – et autant de nuits de violences – pour que Jacques Chirac intervienne et rappelle, en deux minutes et quatre secondes, que *« le dernier mot doit revenir à la loi »*. Quant au premier ministre, Dominique de Villepin, ses interlocuteurs l'ont décrit comme dépassé par l'ampleur de la crise. *« J'ai vu l'Etat s'effondrer sous la pression d'un certain nombre de types qui brûlent les voitures »*, témoigne ainsi Jean-Christophe Lagarde, député et maire centriste de Drancy (Seine-Saint-Denis) en évoquant une rencontre avec le premier ministre et ses collaborateurs.

Signe de son désarroi, le gouvernement en est arrivé à promulguer l'état d'urgence, utilisant ainsi une arme réglementaire utilisée pendant la guerre d'Algérie. Un dispositif qui permettait notamment d'instaurer des couvre-feux dans certains quartiers. Claude Guéant, ancien directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy à l'intérieur, aujourd'hui secrétaire général de l'Elysée, glisse, face aux journalistes, que *« l'état d'urgence est intervenu très tard »*. Puis, plus précis encore dans la critique d'une mesure annoncée par le premier ministre : *« Cela ne nous semblait plus nécessaire. »*

Car, derrière les débats sur les tactiques de maintien de l'ordre, les émeutes ont aussi été le prétexte d'un affrontement politique au sommet de l'Etat entre Nicolas Sarkozy et Dominique de Villepin pour tenter de s'affaiblir mutuellement.

Une situation qui s'est répétée quelques mois plus tard avec les violences commises en marge des manifestations contre le CPE : là encore, les débordements graves à la Sorbonne, à Nation, sur la place des Invalides, ont mis en difficulté l'Etat. Et, à nouveau, la rivalité entre les deux concurrents de l'UMP a contribué à compliquer le règlement de la crise, comme le montre très bien le documentaire. *« Aujourd'hui comme hier, le maintien de l'ordre demeure un instrument du pouvoir aussi redoutable que méconnu »*, conclut l'auteur du film, David Dufresne. D'autant plus *« redoutable et méconnu »* que le gouvernement comme le Parlement n'ont jamais souhaité éclaircir les zones d'ombre.

Luc Bronner

REPÈRES

« Quand la France s'embrase. Enquête sur le maintien de l'ordre », jeudi 18 à 23 heures sur France 2.

telerama.fr Télérama
N° 3013 | DU 13 AU 19 OCTOBRE 2007

Police forte, Etat faible

FRANCE 2 Une solide enquête sur le maintien de l'ordre, révélatrice de failles étatiques et démocratiques.

Plutôt qu'une victoire militaire ou que la signature d'un traité, notre Fête nationale consacre une prise du pouvoir par la rue. Faut-il y voir un signe ? L'origine du tempérament insurrectionnel d'une société dans laquelle le pavé défait parfois ce que le Parlement décide ? « *Possible* », répond David Dufresne, ancien reporter à *Libération*, qui signe avec Christophe Bouquet son premier documentaire : *Quand la France s'embrase*.

Pour cette solide enquête sur le maintien de l'ordre, qui articule son propos autour de deux grandes crises (les émeutes de banlieue de 2005 et les manifestations anti-CPE de 2006), il a interrogé des acteurs de la contestation comme quelques grands patrons de la police. « *Certains représentants des forces de l'ordre nous ont curieusement parlé avec plus de franchise que certains militants.* » Etranger à tout manichéisme, son documentaire bâtit une analyse pertinente de faits relevant des usages policiers, mais aussi de décisions politiques – jusque dans leurs dimensions les plus politiciennes. L'exploitation personnelle des crises de 2005-2006 par Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, sous-tend toute cette enquête, qui pointe, sous l'excellence française des techniques de maintien de l'ordre, les faiblesses d'un Etat peu disposé à la concertation. « *Tout le monde gagnerait pourtant à éviter que la politique se fasse dans la rue* », avance David Dufresne. Tout habile qu'elle soit, la gestion policière des mouvements sociaux ne saurait en effet remplacer un traitement concerté des maux qui les suscitent. Comme il l'écrit lui-même à la fin de son livre (1), « *la résolution des conflits par l'ordre n'effacera jamais totalement les raisons du désordre* ».

Faute de remédier aux causes de la violence, il est à craindre que le maintien de l'ordre se remilitarise avec l'emploi de nouvelles armes de poing (comme le flash-ball ou le pistolet à impulsion électrique Taser) et s'accompagne d'une amplification des affrontements. **FRANÇOIS EKCHAJZER**



ARRESTATION PENDANT LA MANIF ANTI-CPE DU 28 MARS 2006.

(1) *Maintien de l'ordre*, paru chez Hachette Littératures.

TT *Quand la France s'embrase*, jeudi, 23.00, France 2.

Le Monde
WEEK-END
.lemonde.fr
SAMEDI 20 OCTOBRE 2007
FONDATEUR : I

Vu&commenté

Sans leader et sans programme

Que s'est-il passé, dans les banlieues, à l'automne 2005 ? C'est à cette question que s'efforce de répondre le documentaire de David Dufresne et Christophe Bouquet diffusé jeudi 18 octobre sur France 2.

Tout commence le 27 octobre 2005, avec la mort de deux adolescents poursuivis par la police dans un transformateur électrique de Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).

La ville s'embrase, mais la tension semble retomber lorsqu'un nouvel événement, le jet d'une grenade lacrymogène dans une mosquée, le 30 octobre, relance l'émeute, qui va, dès lors, s'étendre à la France entière.

« Je confirme que c'est bien une grenade lacrymogène qui est en dotation dans les compagnies d'intervention qui étaient en place en Seine-Saint-Denis cette nuit-là. Ce qui ne veut pas dire que c'est un tir qui a été fait par un policier », affirme le ministre de l'intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy.

« Les pierres qui ont été lancées sont bien en dotation des jeunes, mais je ne sais pas si ce sont des jeunes qui les ont lancées », réplique ironiquement Samir Mihi, porte-parole d'AC le feu. Si la police avait présenté ses excuses pour le tir de cette grenade, les choses auraient peut-être tourné autrement, affirme Claude Dilain, maire de Clichy-sous-Bois.

Car c'est un rituel qui s'instaure chaque soir. Des voitures brûlent dans tout le pays. C'est un mouvement sans revendication, qui surprend les autorités jusqu'au sommet de l'Etat.

« Si cela avait été la révolution, les jeunes seraient allés dans les quartiers riches, dans les centres-villes. En fait, où se sont produits les événements ? Dans les quartiers difficiles », constate Bruno Laffargue, directeur des renseignements généraux.

Les incendiaires s'en prennent en particulier aux écoles primaires. La raison est à la fois territoriale et tactique. Les lycées sont souvent loin, les écoles tout près.

« Il y a un peu plus de 60 % des jeunes qui ont été interpellés dont on sait aujourd'hui qu'ils étaient en situation de décrochage scolaire, voire d'absentéisme », dit François Molins, procureur de la République de Bobigny.

Les entrepôts sont également des cibles. Certains ont été incendiés par vengeance, en raison des refus de stages opposés par les entreprises possédant ces entrepôts. Des incendiaires se font filmer, avec leur téléphone portable, devant les édifices en flammes. On remarque aussi que les émeutes cessent souvent à l'heure du journal télévisé. Leurs auteurs vérifient si leur action est passée à l'écran. Ils sont en quelque sorte en compétition avec d'autres cités.

« La France a connu une forme d'insurrection non organisée avec l'émergence dans le temps et l'espace d'une révolte populaire des cités sans leader et sans programme », conclut un rapport des renseignements généraux. ■

Quand la France s'embrase", autopsie des émeutes de 2005 et du CPE (diffusion le 18 octobre à 23h00) (PRESENTATION)

Par Rémy BELLON

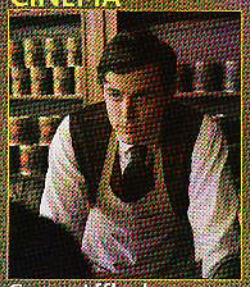
PARIS, 4 oct 2007 (AFP) - Un documentaire de France 2, intitulé "Quand la France s'embrase", autopsie les émeutes de 2005 et les manifestations anti-CPE de 2006, analysant en particulier le maintien de l'ordre durant ces troubles, souvent violents, grâce à des témoignages de premier plan.
Le document de David Dufresne et Christophe Bouquet, nourri de films amateurs inédits pris sur le vif ou par des policiers, donne la parole à de nombreux acteurs, souvent peu connus du grand public, qui ont parfois le courage de reconnaître des erreurs ou qui doutent.
Ainsi le commissaire Olivier Paquette, de la direction de l'ordre public (DOPC) de la préfecture de police de Paris, avoue devant la caméra une "erreur d'analyse" lors de la manifestation, place des Invalides à Paris, en mars 2006, perturbée par de violents casseurs.
De même, François Molins, procureur de la République de Bobigny (Seine-Saint-Denis), département d'où sont parties les émeutes de novembre 2005, reconnaît-il que la police était très occupée à surveiller un match au Stade de France et "pas ailleurs", c'est-à-dire en pleine tourmente de quartiers en proie aux violences urbaines.
On surprend le prudent Claude Guéant, directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy, hésiter et chercher ses mots sur le couvre-feu décrété en France lors des émeutes.
Ce couvre-feu, qui avait suscité des polémiques, était "utile", dit-il, avant de se reprendre, en souriant, sous le feu des questions des auteurs du documentaire, par une formule lapidaire : "Pas inutile".
M. Guéant précise également que, durant les manifestations anti-CPE, "le pépin majeur a été évité de justesse" en évoquant l'affaire du syndicaliste Cyril Ferez, resté dans le coma pendant trois semaines après avoir été blessé, dans des circonstances qui n'ont toujours pas été établies par la justice, lors d'une de ces manifestations le 18 mars 2006 à Paris.
M. Guéant est aujourd'hui le tout puissant secrétaire général de l'Elysée.
Le document fait aussi parler le préfet de police de Paris Pierre Mutz, le responsable des Renseignements généraux (RG) parisiens, des élus du "9-3" ou des leaders étudiants, et décortique ces "deux événements majeurs" avec concision et rigueur.
Faire parler des responsables policiers ou de l'Etat est un "fait rare", insiste France 2. Cela donne incontestablement du crédit au film.

rb/pmg/dv

DU SAMEDI 13 AU VENDREDI 19 OCTOBRE 2007

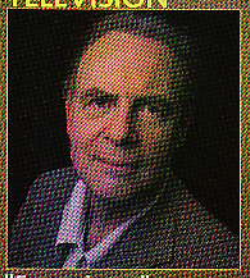
Télé Obs le nouvel
Ciné Radio Musiques DVD Internet

CINÉMA



Casey Affleck
"L'Assassinat de Jesse James par le lâche Robert Ford"
d'Andrew Dominik

TÉLÉVISION



"Empreintes"
Modiano par Pivot
Vendredi - France 5

"Quand la France s'embrase"

Jeudi - France 2

N° 2240 du 10 au 16 octobre 2007 - Ne peut être vendu séparément © J M Turpin / Corbis - JBO / Sipa - Warner Bros



Manifestation anti-CPE le 30 mars 2006, gare de Lyon, à Paris.

Alfred/Sipa

23h00 - France 2 **Documentaire : "Quand la France s'embrase".**

Le péril jeunes

Emeutes dans les banlieues et manifestations anti-CPE : un retour édifiant sur ces deux crises majeures et une charge sévère contre l'attitude des forces de l'ordre.

La tête encapuchonnée, le visage dissimulé sous un foulard, ils lançaient des cocktails Molotov dans un accès de rage muette ; du rouge écrasé sur leur bouche arrondie, deux « N » majuscules tracés sur leurs joues encore rondes, elles criaient « Non ! » au CPE. Une jeunesse à fleur de peau a embrasé la France, à quelques mois d'intervalle, à l'automne 2005, puis au printemps 2006. Ces deux poussées de fièvre hexagonale sont liées : la « loi pour l'égalité des chances » annoncée par Dominique de Villepin est la réponse maladroite au désœuvrement d'une partie de la jeunesse des cités ; le « contrat première embauche », une promesse de travail chuchotée à la cohorte des sans-diplôme. Mais les étudiants inquiets de la génération précaire ne veulent pas de ce chiffon de papier, un CDI avec deux années de mise à l'épreuve. A la révolte populaire sans revendication claire ni porte-drapeau d'octobre succède donc la manifestation massive avec porte-parole de mars ; au désordre explosif des émeutes succède un désordre cadré, dans la rue, sur ce pavé qu'on bat suivant des codes, comme on marche un pied devant l'autre.

Dans ce documentaire dense et exhaustif, David Dufresne (1), l'auteur, et Christophe Bouquet, le réalisateur, racontent ces crises majeures du point de vue de ceux qui, politiques, syndicalistes ou institutionnels, prirent part aux événements ; du point de vue de ceux qui tentèrent d'assurer l'ordre, ou orchestrèrent savamment le désordre. Interviennent donc, entre autres, Claude Guéant (directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur), Bruno Laffargue (directeur des Renseignements généraux de Paris), Pierre Mutz (préfet de police de Paris). A ces représentants des services de l'Etat détenteur du monopole de la violence légitime répondent les analyses lucides de Jean-Pierre Mignard (avocat des familles de Zyed et Bouna, les adolescents électrocutés dans le transformateur de la centrale de Clichy-sous-Bois), Claude Dilain (maire PS de la ville) et Jean-Christophe Lagarde (maire UDF de Drancy). S'ajoutent les témoignages de Bruno Julliard (président de l'Unef), Julie Coudry (présidente de la Confédération étudiante), Maurice Quenet (recteur de l'Académie de Paris), entre autres acteurs de ce désordre, qui est aussi un droit constitutionnellement établi : celui de manifester. Bernard Thibault, de la CGT, a en revanche refusé de témoigner : seule Annick Coupé, de Sud-Solidaires, représente donc les syndicats autres qu'étudiants. Dominique de Villepin, alors Premier ministre, n'intervient pas non plus.

Six jours après le drame de Clichy-sous-Bois, 800 policiers sont réquisitionnés pour un match au Stade de France. C'est là que tout va basculer.

Les émeutiers – à plus de 60 % inconnus des services de police – ne s'expriment pas directement, mais certaines images, inédites, de violences urbaines sont tournées de leur point de vue. « *Les images montrées aux JT sont filmées du côté policier car, pour des raisons de sécurité, les JRI* [journalistes reporters d'images, NDLR] *se postent avec la police*, explique David Dufresne. *Donc, en tant que téléspectateur, vous recevez aussi les cailloux et les insultes. Quand les images viennent de l'autre côté, là vous recevez les flash-balls et les gaz lacrymogènes. Ça donne une autre vision des choses.* »

Le rappel de l'enchaînement de ces deux crises n'honore pas vraiment les forces de l'ordre françaises, pourtant citées en exemple dans d'autres pays. Nos méthodes de maintien de l'ordre ont en effet l'immense mérite de préserver les vies humaines, quand les émeutes de Los Angeles en 1992 firent, par exemple, plus de 50 victimes. Les témoins s'accordent, avec une étonnante lucidité, sur le cafouillage qui suivit le début des émeutes parties de Clichy-sous-Bois. Les excès langagiers du ministre Nicolas Sarkozy tout comme les erreurs d'appréciation sur les circonstances du drame de Clichy-sous-Bois sont connus. Le fait que, le lendemain du drame, les effectifs policiers ne furent pas déployés suivant les instructions ministérielles l'est moins. Plus gênant : six jours après le drame, le 2 novembre, 800 policiers sont réquisitionnés pour un match au Stade de France. Or c'est ce soir-là que tout bascule : la banlieue parisienne connaît son pic de violence, qui contamine toute la région, et bientôt le pays. Les forces de l'ordre n'ont pas su contenir la révolte. Erreurs dans la stratégie policière donc, doublées d'une stratégie politique hasardeuse, avec ce surprenant recours à l'Etat d'urgence, alors qu'au bout de trois semaines de troubles, les incidents étaient à la baisse.

Lors de la crise du CPE, la manifestation des Invalides, le 23 mars, tourne mal. Les RG prévoient la venue de 2 000 jeunes casseurs, souvent apolitiques. L'ambiance dégénère : fait assez nouveau, de nombreux jeunes manifestants sont dépouillés. Quand la police décide d'interpeller les voleurs, il est trop tard : les vraies bandes sont parties. Le pouvoir instrumentalise-t-il alors la violence pour discréditer le mouvement étudiant ? C'est en tout cas le soupçon émis par certains syndicalistes. Un député proposera même la création d'une commission d'enquête parlementaire, sans suite. A chaque crise, la fièvre retombera. L'ordre reviendra, mais sans que les raisons du désordre ne disparaissent vraiment. ■ **Cécile Deffontaines**

(1) « Maintien de l'ordre, l'enquête », de David Dufresne, Hachette Littératures.

LE FIGARO
« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais
1,10 € JEUDI 18 OCTOBRE 2007 - N° 19 661 - www.lefigaro.fr

Flambées de violence et maintien de l'ordre

FRANCE 2
« Quand la France s'embrase »
Retour sur les émeutes de banlieue, en 2005, et la fronde anti-CPE de 2006.

MAI 68, les manifestations contre la loi Devaquet de 1986 et la mort de Malik Oussekine, les grèves de 1995, les émeutes de l'automne 2005, le mouvement contre le CPE : la France est secouée, de façon régulière, par des poussées de violence. Pourquoi ces crises ? Comment l'État y fait-il face ? Dans le documentaire *Quand la France s'embrase,* diffusé ce soir, David Dufresne et Christophe Bouquet décortiquent deux des événements les plus récents : les émeutes des banlieues à l'automne 2005 et la fronde anti-CPE au printemps 2006, racontées de l'intérieur par les représentants de l'ordre qui ont accepté de parler alors qu'ils sont encore en place et par les émeutiers et les étudiants.

La « com » : un rôle majeur

Fruit d'une année d'enquête, le film est bâti autour d'images d'amateurs qui donnent le point de vue de la rue et de documents de la police qui aident à appréhender le maintien de l'ordre. « *Ces deux événements, archétypes de la prise de la rue comme espace de contestation, se sont croisés plus qu'on ne l'a dit à l'époque* », explique David Dufresne. Les images de Dominique de Villepin devant les députés rappellent d'ailleurs que le CPE fut une réponse politique aux émeutes des banlieues.

Émeutes urbaines ou contestation étudiante, la crise sociale se transforme rapidement en crise de régime et le maintien de l'ordre a tôt fait de devenir une question politique. « *Pendant le CPE, deux versions se sont opposées, celle de Villepin et de la Préfecture de police d'un côté, celle de Sarkozy et des CRS de l'autre,* poursuit le journaliste. *Cette rivalité entre les deux hommes n'est pas un cas isolé. Chaque crise nationale voit surgir une lutte de pouvoir. Celle-là était exacerbée par la proximité de l'élection présidentielle et la maîtrise de la communication aussi bien chez Villepin que chez Sarkozy.* »



Un document sur la prise de la rue comme espace de contestation. *LDD*

Car la « com » a joué un rôle majeur dans l'un et l'autre événement. « *En mettant le feu aux voitures, les émeutiers savaient qu'ils produisaient les images les plus télégéniques qui soient,* affirme David Dufresne. *En face, les politiques usaient des médias à longueur de temps. Le plus symptomatique, c'est la mise en place de l'état d'urgence dont Claude Guéant, alors directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur, dit qu'il ne semblait plus nécessaire à ce moment-là.* »

Autre élément de cette bataille de la communication, l'affaire du syndicaliste de SUD tombé dans le coma place de la Nation, le 18 mars 2006, tenue secrète pendant deux jours. Par chance, l'homme n'est pas mort et, comme le précise Claude Guéant, « *le pépin majeur a été évité de justesse* ». Le 10 avril 2006, le gouvernement renonçait au CPE. Dominique de Villepin était le grand perdant du mouvement qui s'achevait. La France venait de vivre deux crises majeures en six mois.

MURIEL FRAT

■ *Ce soir à 23 heures.*

la Croix
JEUDI 18 OCTOBRE 2007 QUOTIDIEN N° 37880 1,10 €

LE CHOIX DE LA CROIX

Jeunesse en révoltes

QUAND LA FRANCE S'EMBRASE
23 heures sur France 2


DR

Entre l'automne 2005 et le printemps 2006, la France fut secouée par deux crises extrêmes. Trois semaines d'émeute dans les cités puis trois mois de grèves et de manifestations étudiantes contre le contrat première embauche (CPE). La contestation de rue a beau être ancrée dans la culture française, une telle séquence historique demeure sans précédent. David Dufresne et Christophe Bouquet font revivre dans un reportage passionnant ces événements dont, avec le recul, on ne peut tirer qu'une certitude: notre société a un vrai problème avec les jeunes générations. Mais, pour le reste, l'enquête des deux journalistes montre avec honnêteté que ces crises successives ne tiennent pas dans une seule interprétation sociologique ou politique. Les jeunes des cités et des facs ne se sont finalement pas retrouvés dans la rue. Ils s'y sont même affrontés, ce 23 mars, aux Invalides, où environ 2 000 casseurs tombèrent sur les étudiants. C'est une France tragiquement fracturée qui aborde le XXIe siècle. Les enquêteurs auraient pu pousser un peu plus loin l'analyse s'ils n'avaient fait le choix d'instruire plusieurs dossiers en même temps. Ils donnent abondamment la parole aux responsables des forces de police ou à Claude Guéant, alors directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy au ministère de l'intérieur. Les erreurs commises au début de la crise des banlieues et lors des dernières manifestations étudiantes sont décortiquées avec intelligence. Cette analyse sur les dessous et les enjeux d'une politique de sécurité publique aurait mérité un traitement en soi. Le documentaire restitue enfin l'ensemble des événements dans un contexte de duel au sommet de l'État. Si Dominique de Villepin, qui décréta l'état d'urgence au début du mois de décembre 2005, apparut comme le vrai vainqueur de la guerre des cités, c'est bien Nicolas Sarkozy qui tira les marrons du feu du mouvement anti-CPE.

BERNARD GORCE

20 minutes

JEUDI 18 OCTOBRE 2007 france

Société Un livre et un documentaire expliquent l'évolution du maintien de l'ordre en France

« Les CRS ? Ça fait de belles images »

David Dufresne
Auteur de *Maintien de l'ordre* (Hachette Littératures)*.

La notion de maintien de l'ordre occupe-t-elle une place centrale dans la police ?
Nicolas Sarkozy comme Dominique de Villepin, lorsqu'ils étaient ministres de l'Intérieur, ont décidé de parier plus sur les CRS que sur les autres policiers. Les CRS, qui sont normalement une force d'exception, interviennent dans les cités et les quartiers populaires en lieu et place de la police de proximité.

Vous montrez qu'il s'agit d'une stratégie planifiée avant les émeutes…
Le jour où Nicolas Sarkozy prononce le mot « racailles » sur la dalle d'Argenteuil, le ministre de l'Intérieur était venu présenter son plan antiviolences urbaines. C'est là qu'il a annoncé qu'il allait mettre des CRS dans les cités. Le premier jour des émeutes survient quelques jours avant la mise en place de ce plan. Les CRS n'étaient d'ailleurs pas prêts à aller sur ce terrain.



S. ORTOLA / 20 MINUTES

« Les CRS sont normalement une force d'exception. »

Pourquoi faire le choix de mettre des CRS dans les cités ?
On éteint le feu sans savoir pourquoi il a pris. On pare au plus pressé sans réfléchir à long terme. C'est aussi une manière d'occuper le terrain médiatique. Envoyer les CRS, ça fait de belles images, c'est efficace en termes de communication. Plus que de faire de la prévention.

Cette réponse est-elle suffisante ?
Non, car on ne répond qu'à une partie du problème. Il ne faut pas analyser cela sous l'angle exclusif de la délinquance. En évitant d'en faire un problème de société autant que de sécurité, on se prépare d'autres émeutes.

Comment cette nouvelle présence policière est perçue ?
Très mal. Mais l'utilisation des hélicoptères et des drones pour surveiller ces quartiers est encore plus mal perçue. ***Recueilli par D. Carzon***

* David Dufresne a réalisé avec Christophe Bouquet un documentaire *Quand la France s'embrase,* diffusé ce soir sur France 2

Sur www.20minutes.fr
Lire l'interview complète

JEUDI 18 OCTOBRE 2007 | PREMIÈRE ÉDITION N°8226 | www.liberation.fr

Libération

Télé ◆ Un documentaire qui décortique les mécanismes de l'ordre et du désordre.

Les émeutes de 2005 côté cité

Quand la France s'embrase
de DAVID DUFRESNE et CHRISTOPHE BOUQUET, France 2, 23 heures.

Ça commence le 27 octobre 2005, avec la mort de deux jeunes dans un transformateur à Clichy-sous-Bois. En fait, non, ça commence deux jours avant, le 25 octobre, quand un certain Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur, débarque avec armes et caméras sur la dalle d'Argenteuil. Il y dégaine son plan antiviolences et surtout la phrase qui mettra le feu aux poudres: *«Vous en avez assez de cette bande de racailles? Eh bien, on va vous en débarrasser…»* A l'aide de nombreux témoignages, le documentaire de David Dufresne (ancien journaliste à *Libération*) réalisé par Christophe Bouquet décortique les mécanismes qui ont conduit aux émeutes de novembre 2005, et la façon dont le gouvernement a remarquablement mal géré la crise, sur fond de rivalité Sarkozy-Villepin. Minutieux sur l'engrenage des violences émeutières et policières, le docu révèle un angle inédit. Alors qu'en novembre 2005, les télés s'abritaient derrière les CRS pour filmer, délivrant un point de vue policier des émeutes, les auteurs ont trouvé des images amateurs tournées depuis les cités. La focale change et la vision des émeutes en sort transformée. Plus tard, rappelle le film, un rapport des Renseignements généraux soulignera ce que montrent ces images: il n'y avait derrière les émeutes, ni leader, ni organisation, ni manipulation.

◆ R.G. ET I.R.

0,75 € N° 2143

JEUDI 18 OCTOBRE 2007

Aujourd'hui en France

France 2, 23 heures/« Quand la France s'embrase »

Les émeutes passées au crible



Les auteurs du documentaire ont reconstitué le déroulement de la crise des banlieues de l'hiver 2005. (DR.)

LE DOCUMENTAIRE que France 2 diffuse ce soir à 23 heures est une enquête d'investigation comme on en voit peu à la télévision française. Le journaliste David Dufresne*, ancien de « Libération » et d'Ibtélé, et le réalisateur Christophe Bouquet ont travaillé pendant un an pour reconstituer le déroulement des émeutes de banlieue de l'hiver 2005, après la mort de Zyed et Bouna à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), et des manifestations anti-CPE au printemps 2006.

Les auteurs ont rassemblé de nombreuses vidéos amateurs, comme celles qu'un habitant de Clichy-sous-Bois a filmées pendant les trois premiers jours d'émeutes, ou les scènes de siège de la Sorbonne. « Souvent, les journalistes filment du côté des forces de l'ordre, pour des raisons de sécurité, explique David Dufresne. Le spectateur voit donc les jets de bouteilles et de pierres. Les vidéos amateurs permettent de visionner le côté des manifestants, qui font face, eux, aux matraques et aux lacrymos. Il était important pour nous d'avoir le champ et le contre-champ. » On découvre aussi des séquences connues, mais cette fois dans leur intégralité, comme la visite de Sarkozy à la Dalle d'Argenteuil. « C'est ce soir-là qu'il a annoncé son plan anti-émeute, Or c'est passé complètement inaperçu, parce que tout le monde s'est focalisé sur le fameux mot *racaille*. »

Décryptage du maintien de l'ordre

Pour leur documentaire, les auteurs ont rencontré au total plus de trente interlocuteurs, non sans mal au départ. « Notre arme, c'était le temps. On insistait en disant : *De toute façon, ce film va se faire,* raconte David Dufresne. Finalement, c'est en janvier 2007, avec le début de la campagne présidentielle, que les gens nous ont parlé de nouveau. » Il aura tout de même fallu quinze demandes pour que Claude Guéant, le directeur de cabinet de Sarkozy, accepte un entretien sur le sujet. Le résultat est à la fois une enquête passionnante sur les raisons de ces affrontements, un décryptage instructif des stratégies de maintien de l'ordre et, en toile de fond, une analyse de la guerre de pouvoir que se menèrent Dominique de Villepin, alors Premier ministre, et Nicolas Sarkozy.

ELSA FOUILLAC

* *Egalement auteur du livre « Maintien de l'ordre, enquête », Ed. Hachette Littératures, 334 pages, 20 €.*

Les Echos
LE QUOTIDIEN DE L'ECONOMIE
Jeudi 18 octobre 2007
1,20 €

TÉLÉVISION LA CHRONIQUE DE PHILIPPE CHEVILLEY

Retour de flammes

Quand la France s'embrase. Enquête sur le maintien de l'ordre » est un documentaire électrochoc. Ce film de 80 minutes sur les émeutes des banlieues de novembre 2005 et la fronde anti-CPE de 2006, diffusé jeudi 18 octobre à 23 heures sur France 2, réveille des souvenirs récents, que notre conscience saturée « d'actualités » avait enfouis. David Dufresne, l'auteur, et Christophe Bouquet, le réalisateur, nous montrent, avec le recul, que ces deux événements ont fait vaciller la France, jusqu'aux plus hautes autorités de l'Etat. Leur propos est de s'interroger sur cet « embrasement » périodique de notre pays, qui met à chaque fois nos gouvernants au pied du mur, les obligeant à mettre en œuvre un traitement policier d'urgence, avant de trouver des réponses politiques appropriées.

Le film a un côté glaçant, parce qu'il montre les coulisses de ces deux « révoltes » en temps réel – tous les acteurs semblent un moment débordés et désemparés. Surtout, face à la complexité des problèmes de société révélés, on a l'impression qu'aucune solution durable n'a été trouvée. Les émeutes de banlieue sont d'autant plus déran-



Documentaire électrochoc sur les événements de 2005. DR

geantes qu'elles apparaissent pour l'essentiel spontanées et sans revendication. Quant à la fronde anti-CPE, elle révèle une fracture plus pernicieuse que les événements de Mai 68 : au-delà de le révolte contre les aînés, une « fracture sociale » au sein de la jeunesse entre les nantis et ceux qui sont en dehors du système – symbolisée par le dépouillage des lycéens par des bandes des cités. Dans ce brasier s'activent plusieurs lances à incendie. Le savoir-faire policier français évite que les émeutes ne se transforment en carnage. Les politiques, passés les hésitations et les calculs politiciens, parviennent à gérer la crise sans trop de casse, quitte à se déjuger (en retirant le CPE). La sagesse de certains élus, des responsables d'association, comme Samir Mihi d'AC le feu, et d'une grande partie de la population fera le reste.

Truffé de documents inédits, donnant la parole à tous les intervenants et réalisé avec distance, « Quand la France s'embrase » est un film digne, salutaire, mais un peu inquiétant – quand tombe le générique de fin, on se dit que les incendies d'il y a deux ans peuvent repartir à tout moment.